



Bruxelles, le **XXX**
[...](2019) **XXX** draft

RÈGLEMENT (UE) .../... DE LA COMMISSION

du **XXX**

**modifiant les règlements (UE) n° 702/2014, (UE) n° 717/2014 et (UE) n° 1388/2014 en ce
qui concerne leur période d'application**

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

RÈGLEMENT (UE) .../... DE LA COMMISSION

du **XXX**

modifiant les règlements (UE) n° 702/2014, (UE) n° 717/2014 et (UE) n° 1388/2014 en ce qui concerne leur période d'application

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et notamment son article 108, paragraphe 4,

vu le règlement (UE) 2015/1588 du Conseil du 13 juillet 2015 sur l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à certaines catégories d'aides d'État horizontales¹, et notamment son article 1^{er}, paragraphe 1, et son article 2, paragraphe 1,

après publication d'un projet du présent règlement conformément à l'article 6 et à l'article 8, paragraphe 2, du règlement (UE) 2015/1588²,

après consultation du comité consultatif en matière d'aides d'État,

considérant ce qui suit:

- (1) Le règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission³ s'applique jusqu'au 31 décembre 2020.
- (2) Le 8 septembre 2018, la Commission a entrepris un réexamen du règlement (UE) n° 702/2014 en vue de le remplacer par un nouveau règlement pour la période 2021-2027. Toutefois, d'autres instruments législatifs pertinents aux fins de l'appréciation des aides d'État dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales sont encore en cours de révision, en particulier les règles applicables au soutien au développement rural financé dans le cadre de la politique agricole commune (PAC). La proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la PAC⁴, qui devait être adoptée début 2020 afin de permettre aux États membres de commencer à mettre en œuvre leurs plans stratégiques à partir du 1^{er} janvier 2021, est particulièrement pertinente.

¹ JO L 248 du 24.9.2015, p. 1.

² JO C [...].

³ Règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (JO L 193 du 1.7.2014, p. 1).

⁴ Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (les «plans stratégiques relevant de la PAC») et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), et abrogeant le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil et le règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil [COM(2018)392 final].

- (3) Toutefois, la procédure législative relative à l'adoption des futurs règlements de la PAC est toujours en suspens et les actes de base ainsi que les actes délégués et d'exécution qui en découlent ne seront pas adoptés à temps pour la mise en œuvre de la nouvelle législation à partir du 1^{er} janvier 2021. Par conséquent, le Parlement européen et le Conseil ont adopté le règlement [...]]⁵ établissant certaines dispositions transitoires afin d'assurer la continuité du soutien de la PAC dans les conditions prévues dans le cadre juridique existant au-delà du 31 décembre 2020 et jusqu'au 31 décembre 2021.
- (4) Il convient que l'entrée en application de la nouvelle législation sur la PAC et des règles révisées en matière d'aides d'État soit simultanée. Il y a donc lieu de proroger la période d'application du règlement (UE) n° 702/2014 jusqu'au 31 décembre 2021.
- (5) Les règlements (UE) n° 717/2014⁶ et (UE) n° 1388/2014⁷ de la Commission expireront également le 31 décembre 2020.
- (6) Le 29 avril 2019 et le 2 mai 2019 respectivement, la Commission a entrepris un réexamen des règlements (UE) n° 717/2014 et (UE) n° 1388/2014 en vue de les remplacer par de nouveaux règlements pour la période 2021-2027. Il convient que ces règlements demeurent cohérents et compatibles avec les autres règles pertinentes aux fins de l'appréciation des aides d'État dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture, en particulier avec le règlement relatif au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP)⁸. Toutefois, ce dernier règlement est encore en cours d'adoption⁹. Il y a donc lieu de proroger la période d'application des règlements (UE) n° 717/2014 et (UE) n° 1388/2014 jusqu'au 31 décembre 2021 afin que le réexamen de ces derniers puisse être achevé après l'adoption du règlement relatif au FEAMP.
- (7) Compte tenu de l'extension de la période d'application des règlements (UE) n° 702/2014 et (UE) n° 1388/2014, il se peut que certains États membres souhaitent proroger des mesures pour lesquelles des informations succinctes ont été transmises conformément auxdits règlements. Afin de réduire la charge administrative, il est nécessaire de prévoir que les informations succinctes concernant la prorogation de ces mesures, y compris une éventuelle augmentation budgétaire, soient réputées avoir été

⁵ Règlement (UE) [...]] du Parlement européen et du Conseil du [...]] établissant des dispositions transitoires relatives au soutien du Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) en 2021, et modifiant les règlements (UE) n° 228/2013, (UE) n° 229/2013 et (UE) n° 1308/2013 en ce qui concerne les ressources et leur répartition pour l'exercice 2021 et modifiant les règlements (UE) n° 1305/2013, (UE) n° 1306/2013 et (UE) n° 1307/2013 en ce qui concerne les ressources et leur application en 2021 (JO L [...]).

⁶ Règlement (UE) n° 717/2014 de la Commission du 27 juin 2014 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture (JO L 190 du 28.6.2014, p. 45).

⁷ Règlement (UE) n° 1388/2014 de la Commission du 16 décembre 2014 déclarant certaines catégories d'aides aux entreprises actives dans la production, la transformation et la commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (JO L 369 du 24.12.2014, p. 37).

⁸ Règlement (UE) n° 508/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relatif au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant les règlements du Conseil (CE) n° 2328/2003, (CE) n° 861/2006, (CE) n° 1198/2006 et (CE) n° 791/2007 et le règlement (UE) n° 1255/2011 du Parlement européen et du Conseil (JO L 149 du 20.5.2014, p. 1).

⁹ Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (UE) n° 508/2014 du Parlement européen et du Conseil [COM(2018) 390 final].

communiquées à la Commission et publiées, à condition qu'aucune modification substantielle n'ait été apportée aux mesures concernées.

- (8) Il convient dès lors de modifier les règlements (UE) n° 702/2014, (UE) n° 717/2014 et (UE) n° 1388/2014 en conséquence,

A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Modifications du règlement (UE) n° 702/2014

Le règlement (UE) n° 702/2014 est modifié comme suit:

- (1) À l'article 9, le paragraphe 8 suivant est ajouté:
- «8. Par dérogation aux paragraphes 1, 2 et 6, lorsqu'un État membre souhaite proroger des mesures pour lesquelles des informations succinctes ont été transmises à la Commission, les informations succinctes concernant la prorogation de ces mesures sont réputées avoir été communiquées à la Commission et publiées, à condition qu'aucune modification de fond, autre qu'une augmentation budgétaire, ne soit apportée aux mesures concernées.»
- (2) À l'article 52, le deuxième alinéa est remplacé par le texte suivant:
- «Il est applicable jusqu'au 31 décembre 2021.»

Article 2

Modifications du règlement (UE) n° 717/2014

À l'article 8 du règlement (UE) n° 717/2014, le deuxième alinéa est remplacé par le texte suivant:

«Il est applicable jusqu'au 31 décembre 2021.»

Article 3

Modifications du règlement (UE) n° 1388/2014

Le règlement (UE) n° 1388/2014 est modifié comme suit:

- (1) L'article 11 *bis* suivant est inséré:
- «Article 11 *bis*
- Dérogation aux exigences en matière d'information et de publication
- Par dérogation à l'article 9, paragraphe 5, et à l'article 11, point a), lorsqu'un État membre souhaite proroger des mesures pour lesquelles des informations succinctes ont été transmises à la Commission, les informations succinctes concernant la prorogation de ces mesures sont réputées avoir été communiquées à la Commission et publiées, à condition qu'aucune modification de fond, autre qu'une augmentation budgétaire, ne soit apportée aux mesures concernées.»
- (2) À l'article 47, le deuxième alinéa est remplacé par le texte suivant:
- «Il est applicable jusqu'au 31 décembre 2021.»

Article 4

Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le

Par la Commission

La présidente

[...]